

LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION SADC

SERGE MBENZA

INTRODUCTION

L'intégration régionale est souvent vue comme l'un des meilleurs moyens pour parvenir au développement économique et social. La théorie économique renseigne en effet qu'un certain nombre d'avantages peut s'offrir aux pays qui décident de participer à ce processus. D'un point de vue théorique, il peut être soutenu que l'intégration régionale a tendance à produire un effet positif sur le volume des échanges du fait de la diminution des prix des biens importés, consécutive à la réduction ou la suppression des barrières douanières. Le développement du commerce devrait permettre aux pays impliqués d'acquérir une plus grande efficacité grâce aux économies d'échelle, ce qui devrait déboucher à son tour sur une augmentation de la production et de l'emploi (Krugman et Obstfeld 2001).

C'est la quête de ce progrès économique qui découlerait potentiellement de l'intégration qui, en 1980, a motivé la création de la Southern Africa Development Coordination Conference (SADCC). Sa mutation en 1992 en Southern African Development Community (SADC), a concrétisé l'ambition des États de s'unir pour résoudre ensemble des problèmes d'intérêt commun.

Il est important de souligner que la volonté souveraine des États de s'intégrer ne constitue pas à elle seule le gage de la réussite d'un processus d'intégration mais il faut également que certains autres préalables soient réunis. Notamment, pour faciliter la coordination des politiques économiques une fois que les délais pour des co-décisions effectives auront été atteints, il est important que les indicateurs économiques des pays participants aient assez convergé. Au-

trement dit, les économies de ces pays doivent évoluer dans la même direction pour éviter que des chocs économiques asymétriques ne puissent pousser les décideurs de certains pays à se départir de mesures communes prises avant les dits chocs. C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent papier. Il vise à étudier la convergence macroéconomique dans la région SADC. Celle-ci a été recommandée comme préalable avant l'effectivité de l'intégration monétaire via l'adoption d'une monnaie unique prévue pour 2018.

L'étude utilise deux approches. En se basant essentiellement sur les données de 2009 et sur les prévisions disponibles de 2010 et 2011, le papier étudie dans la première section si les États membres ont atteint les critères de convergence macroéconomique que la communauté s'est fixé. Il s'agit d'une inflation à 1 chiffre, un solde budgétaire supérieur à -5% du Produit Intérieur Brut (PIB), une dette publique inférieure à 60% du PIB et un solde du compte courant supérieur à -9% du PIB à atteindre endéans les délais indiqués dans le tableau 0.1. Au moment de la présente rédaction, les données effectives pour 2010 ne sont pas encore disponibles.

Dans la deuxième section, le papier propose une nouvelle approche qui consiste à étudier l'évolution de chacune de ces quatre variables sur deux périodes. En analysant l'écart-type de chaque période, il se dégagera une tendance à la convergence de la variable si l'écart-type, qui est la mesure de la dispersion autour de la moyenne, se réduit entre les deux périodes. Ici, la convergence ne concerne pas une évolution vers un critère quelconque, mais plutôt un comportement des économies de la SADC vers un « dénominateur commun ». En d'autres termes, il s'agit de voir si, à défaut du respect des critères par tous les États, leurs économies évoluent dans la même direction. Une conclusion s'efforcera de tirer de ces deux approches quelques enseignements utiles.

Il va de soi que les deux approches retenues ci-dessus n'épuisent pas le champ de possibilités existantes. Jefferis (2007) propose notamment une méthodologie qui étudie la convergence de toutes les autres économies de la SADC par rapport à l'Afrique du Sud. Un argument qu'il justifie par le poids économique important de l'Afrique du Sud qui représentait en 2009 environ 61% du Produit Intérieur Brut (PIB) de la région SADC.

Tableau 0.1 : Critères de convergence macroéconomique

	2008	2012	2018
Taux d'inflation	< 10 %	5 %	3 %
Déficit/PIB	< 5 %	3 %	3-1%
Dette/PIB	< 60 %	< 60 %	< 60 %
Compte courant/PIB	9 %	9 %	9 %

Source : Plan Indicatif Stratégique de Développement Régional (RISDP), SADC.

1. LA SITUATION DES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC PAR RAPPORT AUX CRITÈRES DE CONVERGENCE

cette section se bornera à constater si les États membres de la SADC ont atteint les critères de convergence définis. L'approche utilisée est la même que celle de Yvan Zyuulu (2010) mais appliquée aux données postérieures à l'année 2008.

Prenant appui sur des travaux réalisés sur le sujet pour les données antérieures à 2009, Zyuulu (2010) analyse les performances macroéconomiques réalisées par les États membres de la SADC par rapport aux quatre critères de convergence et aboutit à des conclusions qui sont présentées ci-dessous. Elles sont suivies par notre analyse pour la période à partir de 2009.

1.1. Inflation : Stable et à un chiffre

Le bureau de l'Afrique Australe de la Commission Économique pour l'Afrique (2007), évoquée par Zyuulu (2010), montrait que le nombre des pays qui ont enregistré des taux d'inflation de moins d'un chiffre a augmenté de 4 en 2002 à 9 en 2006 et 13 en 2007. Cette même étude prévoyait pour l'année 2008 un taux d'inflation supérieur à un chiffre pour la plupart des pays SADC¹. Une augmentation de l'inflation qu'elle imputait essentiellement à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques consécutive la crise.

Cette détérioration de l'inflation régionale en 2008 est également notre constat réalisé à partir des chiffres du Fonds Monétaire International² qui ren-

seignent une moyenne de la région se situant à 11,6%. Une analyse des données relatives à 2009 renseigne une légère amélioration de l'inflation régionale qui tombe à 9,2%. Les prévisions pour 2010 semblent encore meilleures car la moyenne régionale se projette à 7,4%.

Du côté des performances propres à chaque pays, dont l'interprétation nous semble plus pertinente que la moyenne régionale, les résultats sont tout aussi encourageants. Comme le montre le graphique 1.1 ci-dessous qui exprime l'évolution des prix à la consommation, le nombre des pays au taux d'inflation à 2 chiffres passe à 5 en 2009 (Angola, RDC, Seychelles, Tanzanie, Zambie) alors qu'il était de 12 en 2008. Les projections pour 2010 indiquaient que ce nombre devrait passer à 2 (Angola, RDC). Cette information vient d'être infirmée par les chiffres réels publiés par la Banque Centrale du Congo sur la RDC qui, avec une inflation se situant à 9,9% vient de justesse de satisfaire au critère pour l'année 2010. L'Angola devrait donc être le seul pays de la région à présenter un taux d'inflation à 2 chiffres.

1.2. Déficit public : -5% du PIB

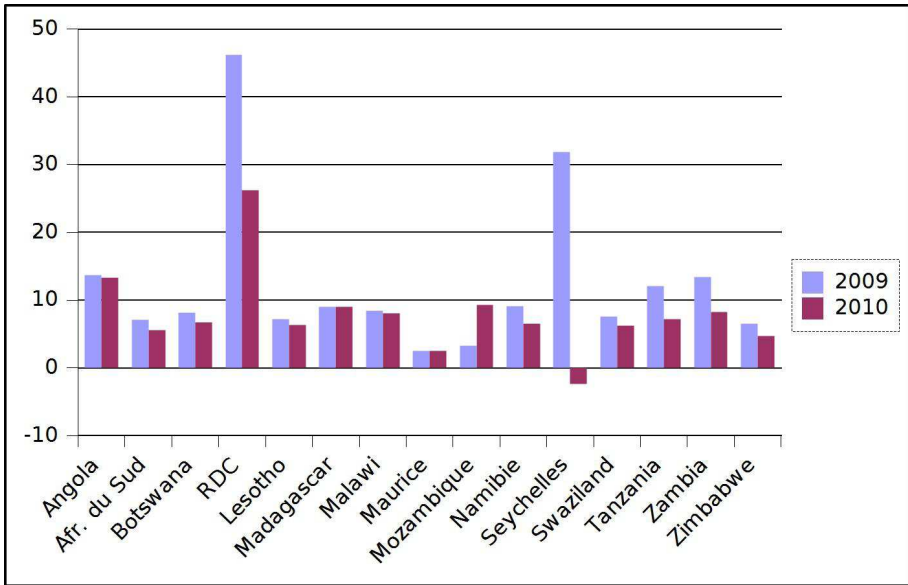
Ivan Zyuulu se réfère aux travaux de la Commission Économique pour l'Afrique qui a trouvé qu'en 2006, beaucoup de pays étaient encore aux prises avec des déficits budgétaires importants (l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe ont augmenté leurs déficits). La région avait néanmoins en moyenne réalisé un surplus budgétaire de 2,6% en pourcentage du PIB.

Par ailleurs, Tatiana Rakotonjatovo et Eric N. Ramilison (2007) avaient montré que la moyenne régionale du solde budgétaire s'était détériorée en

1. Excepté le Madagascar, le Malawi et l'île Maurice.

2. Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, Résilience et risques, Océ 2010.

Graphique 1. 1.
Prix à la consommation. % moyen de variation annuelle



Source : Perspectives Économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI, Octobre 2010.

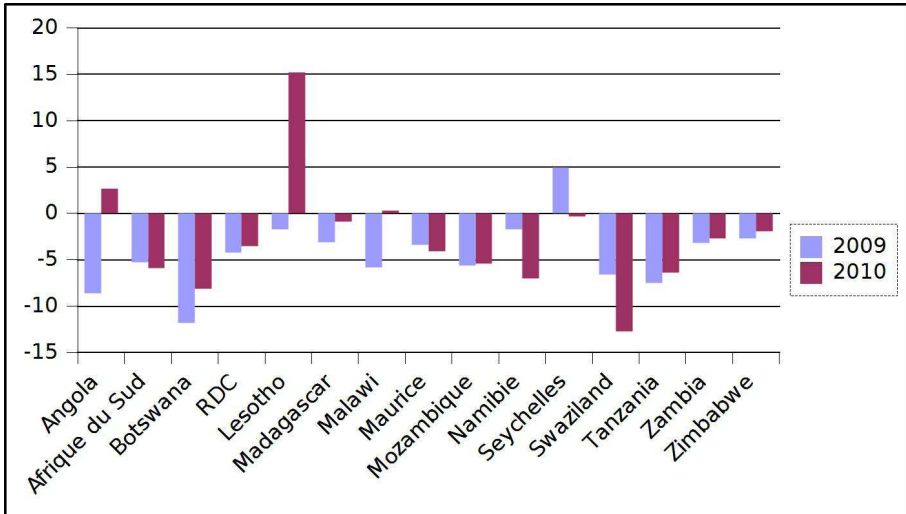
2007 avec un excédent budgétaire qui ne se situait plus qu'à 0,6%. Cette dégradation globale est, selon ces auteurs, la conséquence des déficits budgétaires élevés réalisés par la majorité des pays étant donné leur besoin à développer des infrastructures économiques et sociales. En 2008, constate Zyuulu, tous les pays de la SADC, à l'exception de l'Angola et du Zimbabwe, ont réalisé d'énormes progrès pour atteindre le critère de convergence macroéconomique visant un déficit de moins de 5% du PIB.

Pour l'année 2009, le constat d'une sensible détérioration du solde budgétaire s'impose. La moyenne de la région atteint -5,9% en 2009, contre 0,6% en 2008 (Zyuulu 2010). Comme l'indique le graphique 1.2 ci-dessous, le nombre

des pays dont les déficits sont inférieurs à -5% du PIB passe à 7 en 2009 (Angola, Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie), alors qu'il n'était qu'à 2 en 2008 (Malawi, Tanzanie). Les projections pour 2010 laissent entrevoir une certaine amélioration mais qui reste somme toute faible comparée aux performances de 2007 et 2008. La moyenne régionale devrait se situer à -4,6% alors que le nombre des pays qui ne satisfont pas aux critères devrait passer à 6 (Afrique du Sud, Botswana, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie).

Cette détérioration des finances publiques en 2009 et les faibles performances anticipées pour 2010 nous semblent essentiellement imputables aux effets de la

Graphique 1. 2.
Déficit public dons compris en % du PIB



Source : Perspectives Économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI, Oct 2010.

crise financière et de la crise économique qui s'en est suivi. Comme conséquence de la contraction de la demande mondiale, les pays de la SADC ont dû faire face à une réduction de leurs recettes publiques provenant des exportations comparative-ment aux dépenses publiques.

1. 3. Dette publique : moins de 60% du PIB

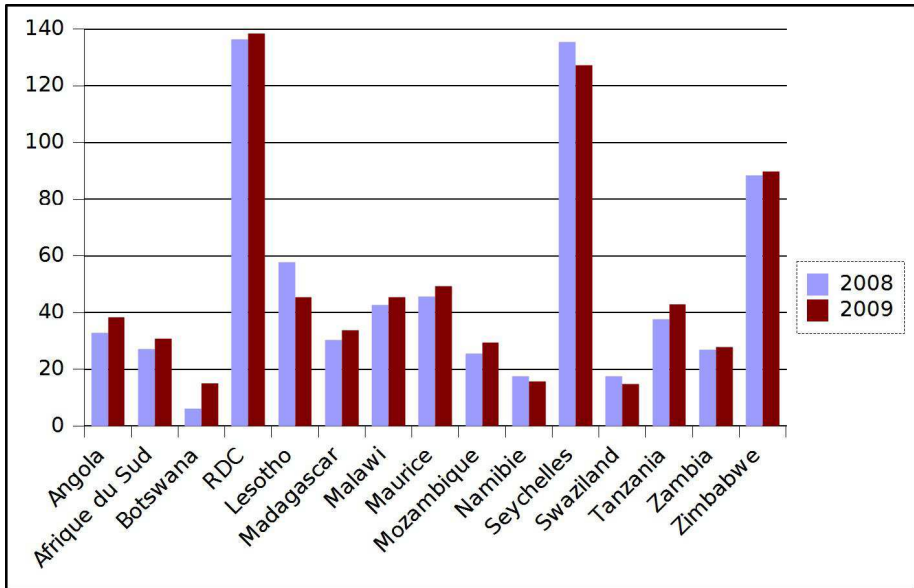
Zyuulu (2010) rapporte qu'en 2008 la dette publique baisse dans six pays (la RDC, le Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie) qui enregistrent un stock de la dette en dessous du seuil de 60% du PIB suite à la remise de leur dette dans le cadre l'initiative des pays pauvres très endettés (IPPTTE). Par ce biais, la moyenne régionale du ratio de la dette publique

en % du PIB serait passée de 66,2% en 2004 à 56,4% du PIB en 2005. Sur une période de 5 ans allant de 2002 à 2006, Zyuulu confirme en référence à la Commission Economique pour l'Afrique que la moyenne régionale du ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est améliorée, de 63,4% en 2002 à 44,9% en 2006, avec un résultat projeté de 36% en 2007. Seuls la RDC, les Seychelles et le Zimbabwe présentent des ratios de la dette qui dépassent 60% en 2007 et 2008.

Comme on peut s'en apercevoir au travers du graphique 1.3, pour l'année 2009, la situation est exactement similaire à celle de deux années précédentes, avec la RDC, les Seychelles et le Zimbabwe présentant des ratios de la dette supérieurs à 60% du PIB.

Toutes choses restant égales par ailleurs, les chiffres pour 2010 encore

Graphique 1. 3.
Dettes publiques en % du PIB



Source : Perspectives Économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI Oct 2010.

indisponibles, devront être meilleurs par rapport à ceux de 2009 car la République Démocratique du Congo a bénéficié à la fin juin 2010 d'un allègement de 90% de sa dette extérieure dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres très endettés (IPPTE). Le nombre des pays qui ne satisfont pas le critère devrait tomber tout au plus à 2.

Cependant, David Maleleka (2007) cité par Zyuulu (2010) pense que l'atteinte de ce résultat est superficielle car elle n'est pas due à une amélioration de la gestion de l'économie dans ces différents pays.

Cette assertion semble contestable car la réduction de la dette d'un pays, via l'initiative des institutions financières internationales, s'obtient au bout d'un processus long et difficile. Le pays candidat doit satisfaire à un certain nombre de

critères contraignants et mettre en place des réformes rigoureuses dont la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de pauvreté et de croissance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, des avancées dans la gestion des finances de l'Etat et le service de la dette. Il doit également prendre des mesures destinées à améliorer la qualité du service public et celle des prestations fournies dans des secteurs sociaux de base tels que l'éducation, la santé publique ou encore le développement des zones rurales.

Si un pays n'arrive pas à réduire son ratio d'endettement en augmentant considérablement son PIB ou en remboursant une bonne partie de sa dette, le fait d'avoir atteint le point d'achèvement de l'IPPTE constitue tout autant une source de mérite

et peut être considéré à juste titre comme un gage de l'amélioration de la gestion de l'économie. Celle-ci est peut-être cadrée par les recommandations des institutions financières internationales, mais elle n'en demeure pas moins effective.

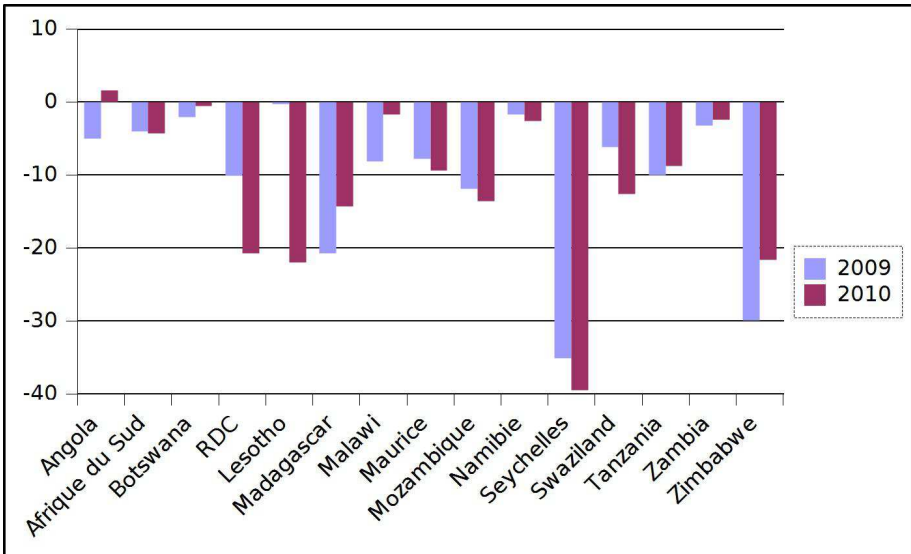
1.4. Déficit du compte courant : moins de 9% du PIB

Se référant à la Commission Economique pour l'Afrique, Zyuulu (2010) a renseigné qu'en 2006, la plupart des pays de la SADC ont atteint la cible de -9% du PIB. Alors que selon la direction du commerce, Industrie, finance et Investissement de la SADC, le solde du compte courant de la région s'est détérioré d'une moyenne de -0,7% du PIB en 2006 à -1,8% du PIB en 2007 en raison

essentiellement de la flambée de prix des importations de biens intermédiaires. Une analyse des chiffres du FMI montre que le nombre des pays qui ne satisfont pas au critère s'élève à 4 en 2007 (Madagascar, Mozambique, Seychelles, Tanzanie) et à 8 en 2008 (Madagascar, Mozambique, Seychelles, Tanzanie, Malawi, RDC, Maurice, Zimbabwe). Comme le montre le graphique 1.4 ci-dessous, ce nombre évolue à 6 en 2009 (Madagascar, Mozambique, Seychelles, Tanzanie, RDC, Zimbabwe). Pour ce qui est de la moyenne régionale, elle se situe respectivement à -4,9% et -5,3% du PIB en 2008 et 2009.

Pour l'année 2010, la même source montre, sur base des projections, une légère amélioration de la moyenne régionale qui se situerait à -4,5% alors que

Graphique 1.4.
Solde extérieur courant dons compris, en % du PIB



Source : Perspectives Économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI Oct 2010.

le nombre des pays à déficit excessif passerait de nouveau à 8 (Madagascar, Mozambique, Seychelles, RDC, Maurice, Zimbabwe, Lesotho, Swaziland).

la moyenne, ce qui est une indication de la convergence de la variable sous examen. En revanche, une augmentation de l'écart-type montrerait une tendance inverse.

2. LA CONVERGENCE SUR BASE DE L'ÉVOLUTION DES ÉCART-TYPES DES INDICATEURS-CLÉS

Cette deuxième section sera consacrée à l'étude de la convergence à travers une méthodologie qui consiste à suivre l'évolution des écart-types de quatre variables sur deux périodes. Les variables retenues sont celles sur lesquelles se basent les critères de convergence de la SADC : l'inflation, la dette publique, le déficit public et le déficit du compte courant en % du PIB.

Pour chacune de ces variables, nous allons utiliser des séries temporelles de 10 observations par pays (9 observations confirmées de 2001 à 2009, plus les projections de l'année 2010), sauf pour la variable dette publique qui contient 6 observations, suite à l'indisponibilité des données. Ces séries temporelles ont été ensuite divisées en deux parties égales desquelles ont été dégagées des moyennes pour aboutir à deux observations par pays. Et pour chaque période, des moyennes et des écart-types globaux ont été calculés.

Notons qu'il s'agit ici des moyennes arithmétiques qui ne tiennent pas compte des pondérations de chaque pays. Les variables étudiées étant relatives (exprimées en pourcentage), la moyenne arithmétique donne une idée assez précise sur la tendance des variables concernées.

Quant à l'écart-type, il sert à mesurer la dispersion de la variable autour de la moyenne. Une diminution de l'écart-type renseigne que les observations de différents pays ont tendance à se rapprocher de

2.1. L'inflation

L'analyse de l'inflation se fait à travers l'évolution des prix à la consommation en % moyen de variation annuelle. La lecture du tableau 2.1 ci-dessous montre que la moyenne globale passe de 33,7% à 10% alors que l'écart-type passe de 59,2 à 4,3.

En observant les données plus en détail, on constate que la moyenne et l'écart-type élevés au cours de la première période sont essentiellement les faits de certains pays qui ont connu des périodes d'hyperinflation. Il s'agit de la RDC, l'Angola, le Zimbabwe.

Une fois le Zimbabwe dont la moyenne pour la première période s'élève 232,7%, retiré de l'analyse, la moyenne globale tombe à 19,5% et à 10,3% pour la deuxième période. L'écart-type quant à lui passe de 27,0 à 4,3%.

La conclusion qui s'impose à cette analyse est que les efforts considérables ont été réalisés par les Etats membres au cours de la deuxième période qui suggère une tendance marquée de convergence. Ce résultat est en phase avec l'analyse de la première section qui relevait une tendance marquée de convergence de l'inflation.

2.2. Le solde budgétaire (dons compris) en % du PIB

Le tableau 2.2 ci-dessous montre que la moyenne globale a évolué de -3,3% à -0,1% entre la période 2001-2005 à celle 2006-2010. Ce qui constitue une sensible amélioration globale sachant que le seuil du déficit toléré est de -5% du PIB.

Tableau 2.1 : Évolution des prix à la consommation en % moyen de variation annuelle

Pays	2001-2005	2006-2010
Angola	85,3	13,0
Afrique du Sud	5,1	7,2
Botswana	7,8	9,2
Rep. Dém. Congo	84,2	24,1
Lesotho	6,8	7,7
Madagascar	10,9	9,7
Malawi	15,7	9,4
Maurice	5,1	6,5
Mozambique	11,6	8,9
Namibie	6,8	7,5
Seychelles	2,0	14,0
Swaziland	7,0	8,1
Tanzanie	4,6	8,8
Zambie	20,3	10,7
Zimbabwe	232,7	5,6
Moyenne globale	33,7	10,0
Écart-type global	59,2	4,3
Moyenne hors Zimbabwe	19,5	10,3
Écart-type sans Zimbabwe	27,0	4,3

Source : Perspectives économiques régionales, Afrique Sub-saharienne, FMI

Tableau 2.2 : Solde budgétaire (dons compris) en % du PIB

Pays	2000-2005	2006-2010
Angola	-1,7	5,8
Afrique du Sud	-1,2	-1,9
Botswana	0,0	-1,4
Rep. Dém. Congo	-4,9	-2,9
Lesotho	1,7	8,1
Madagascar	-5,0	5,8
Malawi	-6,3	-2,5
Maurice	-3,7	-0,8
Mozambique	-5,3	-4,1
Namibie	-3,8	0,1
Seychelles	-5,8	-1,6
Swaziland	-3,4	-0,7
Tanzania	-2,4	-4,7
Zambia	-2,4	2,3
Zimbabwe	-5,0	-3,1
Écart-type	2,2	3,7

Source : Perspectives économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI.

Le résultat de la période 2001-2005 est justifié par le fait que presque tous les pays, à l'exception du Lesotho et du Botswana, ont des soldes budgétaires négatifs assez élevés durant la période.

Pour la période suivante, on s'aperçoit que l'amélioration constatée est essentiellement le fait de 4 pays (Angola, Lesotho, Madagascar, Zambie) qui ont tiré la moyenne de la région vers le haut. Ce qui justifie un écart-type qui est passé de 2,2 à 3,7, preuve que la disparité de la variable autour de la moyenne a eu tendance à s'accroître, donc d'un manque de convergence.

2. 3. La dette publique en % du PIB

Nous rappellerons que, pour la dette publique, les périodes analysées ont été

réduites à 3 ans chacune, faute de disponibilité de données.

Des chiffres présentés dans le tableau 2.3 ci-dessous, il ressort qu'il y a une amélioration des performances globales des pays de la SADC en termes de dette publique en % du PIB. La moyenne arithmétique de tous les pays est passée de 67,6% à 48,8% du PIB alors que l'écart-type a évolué de 43,3 à 37,1, ce qui suggère une forme de convergence de la dette publique autour de la moyenne.

La conclusion tirée à la section 1.3 reste valable dans ce cas. La moyenne globale est largement influencée par le fait de 3 pays (la RDC, les Seychelles, Zimbabwe). Pour les années avenir, on s'attend à ce que la moyenne puisse baisser davantage ainsi que l'écart-type du fait de la réduction de la dette de la RDC.

Tableau 2.3 : Dette publique en % du PIB

Pays	2004-2006	2007-2009
Angola	34,7	32,0
Afrique du Sud	34,4	28,8
Botswana	7,6	9,6
Rep. Dém. Congo	166,7	134,6
Lesotho	63,4	55,6
Madagascar	71,9	32,9
Malawi	98,2	40,2
Maurice	53,7	48,0
Mozambique	68,4	35,5
Namibie	26,7	17,7
Seychelles	149,6	131,2
Swaziland	18,0	16,2
Tanzania	69,8	39,7
Zambia	88,8	26,8
Zimbabwe	61,4	82,6
Moyenne	67,6	48,8
Écart-type	43,3	37,1

Source : Perspectives économiques régionales, FMI.

2. 4. Le solde extérieur du compte courant

On s'aperçoit qu'il y a une détérioration du solde extérieur du compte courant entre les 2 périodes. La moyenne passe de -5,2% à -7,1% du PIB alors que l'écart-type passe de 6,8 à 10,1. Ce qui suggère que l'évolution du solde extérieur du compte courant a tendance à ne pas converger à travers le temps pour les périodes analysées. Cette disparité est notamment le fait des Seychelles qui affiche un solde inférieur -30% du PIB.

CONCLUSION

Ce papier avait pour objet d'analyser la convergence macroéconomique dans la région SADC en vue d'évaluer la nécessité d'une coordination encore plus

efficace des politiques économiques dans cette région impliquée dans un processus d'intégration économique. De cette analyse, il y a lieu de retenir les quelques enseignements suivants :

Les résultats en ce qui concerne la situation des Etats membres par rapport aux critères de convergence sont assez mitigés. Le critère de l'inflation à un chiffre semble globalement atteint ces dernières années car le nombre de pays qui ne satisfont pas au critère est passé de 12 en 2008, 5 en 2009. Ce chiffre devrait tomber à 1 en 2010.

En revanche, la situation est plus mitigée pour le reste des critères pour lesquels on constate soit une détérioration comme c'est le cas déficit public en % du PIB, soit encore une évolution en dents de scie pour la dette publique en % du PIB et le solde du compte courant en

Tableau 2.4 : Solde extérieur du compte courant

Paÿs	2001-2005	2006-2010
Angola	-0,5	9,0
Afrique du Sud	-1,7	-5,6
Botswana	7,8	6,5
Rep. Dém. Congo	-5,0	-10,0
Lesotho	-11,3	1,2
Madagascar	-6,4	-15,4
Malawi	-11,0	-5,8
Maurice	-1,0	-8,5
Mozambique	-16,6	-11,6
Namibie	4,2	4,3
Seychelles	-13,3	-32,7
Swaziland	0,5	-5,9
Tanzanie	-3,5	-9,1
Zambie	-13,9	-3,9
Zimbabwe	-6,8	-18,4
Moyenne	-5,2	-7,1
Ecart-type	6,8	10,1

Source : Perspectives économiques régionales, Afrique sub-saharienne, FMI.

%. Pour le déficit public, les pays qui ont failli au critère étaient au nombre de 2 en 2008 et de 7 en 2009, avec des chiffres de 2010 qui se projettent à 6.

Une conclusion similaire se dégage de la deuxième section consacrée à l'analyse de la convergence par l'évolution des écart-types. L'inflation globale semble converger car on trouve un écart-type qui est passé de 59,2 à 4,3 grâce surtout aux efforts particulièrement importants réalisés par le Zimbabwe. Avec un écart-type ayant évolué de 43,3 à 37,1, la dette publique en % du PIB des États semble aussi avoir tendance à évoluer dans la même direction. La réduction de la dette de la RDC en 2010 devra avoir un impact positif sur cette tendance générale.

Pour le déficit public et celui du compte courant par contre, c'est une tendance de non convergence qui se dégage avec des écarts-types qui s'accroissent entre les deux périodes. Cette tendance confirme les évolutions en dents de scie constatées dans la première section.

De ce qui précède, il y a lieu de constater que les États membres de la SADC ont certes fourni des efforts importants pour atteindre les objectifs de convergence fixés. Mais le chemin à parcourir pour arriver à une meilleure synchronisation de leurs économies, dont dépend l'efficacité de la coordination des politiques économiques, est tout aussi long. En dépit de certains chocs exogènes, comme ceux engendrés par les crises financière et économique, un engagement ferme des États s'impose en matière de politique monétaire et budgétaire. L'idée d'introduire des mesures plus contraignantes pour les États membres, comme des sanctions en cas de non-respect de critères, tel que l'a

déjà proposé Jefferis (2007), pourrait peut-être aider à atteindre les objectifs fixés dans les délais impartis.

BIBLIOGRAPHIE

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, 2007, *Macroeconomic Policy and Institutional Convergence in Member States of Southern African Development Community*.

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, 2008, *Progress and Challenges towards the Attainment of Free Trade Area and Custom Union in Southern Africa*.

KRUGMAN, PAUL R, MAURICE OBSTFELD (2001), *Economie Internationale*, 3ème édition, Traduction de la 5^{ème} édition américaine par Achille Hannequart et Fabienne Leloup, Deboeck et Larcier.

JEFFERIS, KEITH R., (2007), *Journal of Southern African Studies*, Volume 33, Number 1.

MALELEKA, DAVID (2007), *Macroeconomic Convergence in Southern Africa Development Community*, paper presented at the African Economic Conference at the United Nations Conference Centre, Addis Abeba

RAKONTONJATOVO, TATIANA, ERIC N. RAMILISON (2007), *Regional Integration in Southern Africa. Vol.II, Deepening Integration in SADC, Madagascar – Challenges for the Newcomer*

SADC, *Regional Indicative Strategic and Development Plan (RISDP)*.

ZYUULU, YVAN (2010), *Convergence in the SADC and African economic integration process : prospects and statistical issues*, IFC Bulletin N°32. ¶